

Politique gouvernementale au service du MEDEF



24/05/18

Pour construire un mouvement d'ensemble : Manifestons ce samedi 26 mai !

Nous pouvons tous constater que le président Macron et son gouvernement n'ont pris que des mesures en faveur du patronat depuis leur arrivée au pouvoir. Accentuant les contre-réformes qui ont affaibli les droits des salariés (Loi Travail de 2016), les Ordonnances Macron de 2017 commencent à être utilisées par des entreprises pour licencier à moindre coût, pour abuser encore plus des contrats précaires et même, depuis peu, pour attaquer la durée du temps de travail (voir au verso la situation à PSA-Vesoul).

En parallèle, le gouvernement s'attaque frontalement aux salariés du public en annonçant des plans de départs massifs, le recours accru aux contractuels et freine des quatre fers quand il s'agit d'augmenter le point d'indice (base du salaire des fonctionnaires). Et il mène une contre-réforme ferroviaire qui a pour objectif de casser le statut des cheminots, d'ouvrir le rail à la concurrence et, à terme, de privatiser complètement ce secteur.

En tant que salariés, que nous soyons Renault ou prestataires, jeunes ou proches de la retraite, ouvriers ou ingénieurs, du public ou du privé, les choses sont claires : nos droits et nos conditions de travail sont tous attaqués. Et tout cela, pour accroître encore la part des richesses accaparée pour une toute petite minorité d'actionnaires qui décide de tout, profite du travail de millions d'êtres humains et en voudra toujours plus tant que nous n'arrêterons pas sa fuite en avant.

Car il n'y a pas de fatalité à leurs « victoires » dans la guerre qu'ils mènent contre nos droits. Les cheminots montrent depuis maintenant plusieurs mois que notre force en tant que salariés, c'est la grève. Pas un jour sans que des secteurs patronaux ne se plaignent des conséquences de la grève de la SNCF : comme ce responsable des indépendants de l'hôtellerie qui parle de « -25% sur les activités dans certaines régions » et déclare que « cette situation ne peut plus durer » ou le directeur du groupe Eqiom (granulats et ciment) qui parle de « centaines de milliers d'euros perdues sur les résultats », comme le secteur agroalimentaire qui voit ses coûts de stockage et de transport (par camions plutôt que par trains) augmenter fortement, ... C'est bien la preuve que c'est le travail des salariés qui crée les richesses et que, sans nous, rien ne peut être ni conçu, ni produit, ni acheminé, ni vendu : contrairement à ce que prétendait un ancien président de la République, les grèves se voient toujours ! Si d'autres secteurs de travailleurs rejoignaient les cheminots dans la grève, notre force serait décuplée. Nous aurions tous intérêt à nous y joindre pour obtenir des moyens supplémentaires, des contrats stables pour tous et des augmentations de salaires pour rattraper les années de serrage de ceinture.

Nous appelons les salariés de Lardy à participer à la manifestation du samedi 26 mai appelée par des organisations syndicales, politiques et des associations pour dénoncer les politiques du gouvernement. Faisons de cette manifestation une étape dans le soutien actif à la grève des cheminots afin de créer un mouvement d'ensemble de tous les salariés.

Manifestation à Paris – Samedi 26 Mai
14h30 Gare de l'Est

RDV sous le ballon CGT-91



UGICT Ingénierie Lardy
Union Générale des Ingénieurs, Cadres et Techniciens

PSA tente d'utiliser les Ordonnances Macron pour casser les 35 heures à Vesoul

Sur le site PSA de fabrication et de stockage de pièces détachées de Vesoul, alors que les élections professionnelles viennent d'avoir lieu, la direction veut imposer un accord local pour casser les 35 heures. Le principe (permis par les Ordonnances Macron sans besoin de justification économique) ? Faire travailler 37h45 au lieu de 35h soit une augmentation de 7,8% du temps de travail et n'augmenter les salaires que de 2,8%. Un accord « gagnant/gagnant » d'après la direction de PSA mais un accord en réalité triplement perdant pour les salariés :

- D'abord, 5% de travail gratuit...
- Ensuite, une baisse de salaire au taux horaire (temps de travail augmentant plus que le salaire) : comme plusieurs primes sont basées sur ce taux horaire, elles baisseraient
- Enfin, la baisse du nombre d'heures supplémentaires, qui étaient majorées de 25% et qui seront remplacés par du salaire sans majoration et du travail gratuit !

La direction ne cache même pas que son objectif est de baisser les effectifs en faisant travailler plus ceux qui resteront : 150 postes seraient supprimés tous les ans au moins jusqu'en 2021.

Et le tout, alors que PSA a annoncé en début d'année un bénéfice record de 1,9 milliard d'euros pour 2017. La direction prépare des attaques contre tous les sites de PSA et comptait sur le « calme » habituel de ce site et sur le fait que les élections professionnelles avaient vu la victoire de syndicats conciliants pour les commencer « sereinement ».

Mais elle a sous-estimé la capacité de réaction des travailleurs : jeudi dernier dès que ces « propositions » ont été connues, un débrayage spontané a rassemblé plusieurs dizaines de salariés. Ils ont remis ça le lendemain et mardi 22 mai en participant à la manifestation de la fonction publique. La riposte s'organise maintenant avec le soutien également de salariés des autres sites PSA qui sentent bien que cette attaque locale est le prélude à une attaque générale dans leur groupe.

Par ailleurs, ce que nous écrivions dans nos tracts au sujet de la Loi Travail et des Ordonnances Macron n'étaient pas des exagérations mais bien des latitudes supplémentaires données aux directions d'entreprises : nous invitons tous les salariés à s'informer, à débattre et à se saisir de ces questions, l'avenir de nos droits en dépend !

Plateau Locobox à Lardy : une direction toujours sourde aux besoins du « terrain »

La mise en place récente du plateau Locobox au L50 illustre pour nous l'absence de prise en compte par la direction des réels besoins des salariés de « terrain ». Face aux difficultés rencontrées sur ce projet, aux problèmes de manque de moyens fiables, de retard accumulé, d'inter-système, la direction a décidé de regrouper les équipes de Lardy dans un même bâtiment. Pour les équipes basées au Technocentre, des bureaux seraient mis à disposition à Lardy pour faciliter les échanges. Le directeur venu « inaugurer » le plateau a déclaré qu'il ferait tout pour trouver des solutions, même construire si nécessaire un autre bâtiment à côté du L50 !

Mais ces belles déclarations ne masquent pas le fait que l'avis des équipes impactées n'a été demandé à aucune des étapes du projet : ils auraient pu indiquer qu'éloigner les véhicules des bancs à rouleaux du L26 n'était peut-être pas l'idéal, que l'atelier du L11 paraissait trop petit et qu'ils ne trouvaient pas normal de ne pas tous garder leur bureau dans leur ancien bâtiment (alors que cela avait été le cas pour les plateaux EU6d Diesel).

De plus, la situation actuelle sur ce projet est la conséquence d'un manque chronique de moyens, humains et matériels. Il faudrait des embauches massives sur des contrats stables pour que ceux qui travaillent sur Locobox soient déchargés des autres activités qu'ils doivent gérer, pour éviter de former et re-former des salariés en raison du turn-over important chez les sous-traitants.

